

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JANVIER 1921.

Projet de loi autorisant l'adhésion de la Belgique à l'Arrangement international, signé à Berne le 30 juin 1920, concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Sur la proposition du Bureau international pour la protection de la propriété industrielle, le Conseil fédéral suisse a soumis aux différents pays unionistes belligérants ou neutres un projet d'Arrangement destiné à sauvegarder les droits de propriété industrielle atteints par la guerre en unifiant les délais accordés dans ces pays pour l'accomplissement des formalités conservatrices de droits. Aux termes de cet Arrangement, qui a été signé à Berne le 30 juin 1920, les délais de priorité, les délais d'accomplissement des formalités et de paiement et les délais de mise en exploitation des brevets, qui n'avaient pas encore pris fin le 1^{er} août 1914, ou qui ont commencé à courir après cette date, seront prolongés respectivement jusqu'à l'expiration des six mois, d'une année et de deux années, à partir du jour de l'échange des premières ratifications qui a eu lieu à Berne le 30 septembre 1920. Il s'ensuit que le terme respectif de la prolongation de ces trois délais sera le 30 mars 1921, le 30 septembre 1921 et le 30 septembre 1922.

Dans un but de simplification et d'unification facile à comprendre, cette date liera également les pays qui, tout en ayant signé l'Arrangement, tarderaient à le ratifier, ainsi que ceux qui ne l'auraient pas signé, mais y adhèreraient plus tard. L'expiration des délais ne s'échelonnera donc pas à des échéances diverses, suivant les différentes dates de dépôt des ratifications et de mise en vigueur. L'adoption de délais partant d'une date uniforme est avantageuse aussi en présence du fait que plusieurs Traités de Paix, qui stipulent en la matière des délais à compter de leur mise en vigueur, sont devenus ou deviendront applicables

H

à des dates différentes. Or, ces dispositions concernent non seulement les rapports entre ex-ennemis, mais entre sujets alliés. Une controverse peut donc naître quant au point de savoir si les délais stipulés par les articles 307 et suivants du Traité de Versailles seront prolongés également entre Alliés par le fait que les articles correspondants du Traité de Saint-Germain, pour ne citer que celui-là, ne sont entrés en vigueur que plusieurs mois après.

Il est à noter que l'Arrangement de Berne n'empêchera pas du reste, tout pays qui le désirerait, de se montrer plus libéral à ce point de vue, puisque l'article 4 stipule que l'Arrangement ne comporte qu'un minimum de protection.

L'accord dont il s'agit a été signé, le 30 juin, par les Puissances suivantes : Allemagne, France, Pologne, Suède, Suisse, Tchéco-Slovaquie et Tunisie. La Grande-Bretagne, la Hongrie et le Maroc ont adhéré à l'Arrangement et l'on peut espérer, dès à présent, l'adhésion de l'Autriche et du Japon.

L'accueil favorable que cet Arrangement a rencontré auprès des divers pays souligne suffisamment sa grande utilité et l'importance qui s'attache à voir la Belgique figurer également au nombre des pays adhérents. C'est dans ce but, Messieurs, que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations le projet de loi autorisant le Gouvernement du Roi à adhérer au dit Arrangement.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Économiques,

A. VAN DE VYVERE.

ARRANGEMENT

**concernant la conservation ou le rétablissement des
droits de propriété industrielle atteints par la guerre
mondiale.**

Les Plénipotentiaires soussignés des pays membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté le texte suivant destiné à garantir et à faciliter l'exercice normal des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale :

ARTICLE PREMIER.

Les délais de priorité, prévus par l'article 4 de la Convention internationale de Paris du 20 mars 1883, révisée à Washington en 1911, pour le dépôt ou l'enregistrement des demandes de brevets d'invention ou modèles d'utilité, des marques de fabrique ou de commerce, des dessins et modèles, qui n'étaient pas encore expirés le 1^{er} août 1914 et ceux qui auraient pris naissance pendant la guerre ou auraient pu prendre naissance si la guerre n'avait pas eu lieu, seront prolongés par chacune des Hautes Parties contractantes en faveur des titulaires des droits reconnus par la Convention précitée, ou leurs ayants cause, jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la mise en vigueur du présent Arrangement.

Toutefois, cette prolongation de délai ne portera pas atteinte aux droits de toute Haute Puissance contractante ou de toute personne qui seraient, de bonne foi, en possession, au moment de la mise en vigueur du présent Arrangement, de droits de propriété industrielle en opposition avec ceux demandés en revendiquant le délai de priorité. Elles conserveront la jouissance de leurs droits, soit personnellement, soit par tous agents ou titulaires de licence auxquels elles les auraient concédés avant la mise en vigueur du présent Arrangement, sans pouvoir, en aucune manière, être inquiétées ni poursuivies comme contrefacteurs.

ART. 2.

Un délai d'une année à partir de la mise en vigueur du présent Arrangement, sans surtaxe ni pénalité d'aucune sorte, sera accordé aux titulaires des droits reconnus par la Convention pour accomplir tout acte, remplir toute formalité,

payer toute taxe et généralement satisfaire à toute obligation prescrite par les lois et règlements de chaque État pour conserver ou obtenir les droits de propriété industrielle déjà acquis au 1^{er} août 1914 ou qui, si la guerre n'avait pas eu lieu, auraient pu être acquis depuis cette date, à la suite d'une demande faite avant la guerre ou pendant sa durée.

Les droits de propriété industrielle qui auraient été frappés de déchéance par suite du défaut d'accomplissement d'un acte, d'exécution d'une formalité ou de paiement d'une taxe seront remis en vigueur, sous réserve des droits que des tiers possèdent de bonne foi sur des brevets d'invention ou modèles d'utilité ou des dessins et modèles industriels.

ART. 3.

La période comprise entre le 1^{er} août 1914 et la date de la mise en vigueur du présent Arrangement n'entrera pas en ligne de compte dans le délai prévu pour la mise en exploitation d'un brevet ou pour l'usage de marques de fabrique ou de commerce, ou l'exploitation de dessins et modèles industriels; en outre, il est convenu qu'aucun brevet, marque de fabrique ou de commerce, ou dessin, ou modèle industriel qui était encore en vigueur au 1^{er} août 1914 ne pourra être frappé de déchéance ou d'annulation du seul chef de non-exploitation ou de non-usage avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la mise en vigueur du présent Arrangement.

ART. 4.

Les dispositions du présent Arrangement ne comportent qu'un minimum de protection; elles n'empêchent pas de revendiquer l'application de prescriptions plus larges qui seraient édictées par la législation intérieure d'un pays contractant; elles laissent également subsister les accords plus favorables et non contraires que les Gouvernements des pays signataires auraient conclus ou concluraient entre eux sous forme de traités particuliers ou de clauses de réciprocité.

ART. 5.

Les dispositions du présent Arrangement n'affectent en rien les stipulations convenues entre les pays belligérants dans les Traités de paix signés à Versailles le 28 juin 1919 et à Saint-Germain le 10 septembre 1919, pour autant que ces stipulations contiennent des réserves, des exceptions ou des restrictions.

Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Berne dans un délai maximum de trois mois. Il entrera en vigueur le jour même où le procès-verbal du dépôt des ratifications aura été dressé, entre les Hautes Parties contractantes qui l'auront ainsi ratifié, et pour toute autre Puissance à la date du dépôt de sa ratification.

Les pays qui n'auront pas signé le présent Arrangement pourront y accéder

sur leur demande. Cette accession sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres. Elle emportera, de plein droit et sans délai, adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans le présent Arrangement.

Il aura la même force que la Convention générale et il sera mis hors d'effet, par simple décision d'une Conférence (art. 14 de la Convention), lorsqu'il aura rempli son but transitoire.

Le présent Arrangement sera signé en un seul exemplaire lequel sera déposé aux archives du Gouvernement de la Confédération suisse. Une copie certifiée sera remise par ce dernier à chacun des Gouvernements des pays signataires.

Fait à Berne, le 30 juin 1920.

<i>Pour l'Allemagne :</i>	KÖCHER.
<i>Pour la France :</i>	H. ALLIZÉ.
<i>Pour les Pays-Bas :</i>	VAN PANHUYS.
<i>Pour la Pologne :</i>	J. PERLOWSKI.
<i>Pour le Portugal :</i>	A. M. BARTHOLOMEU FERREIRA.
<i>Pour la Suède :</i>	P. DE ADLERCREUTZ.

(Sous la réserve indiquée au procès-verbal.)

<i>Pour la Suisse :</i>	MOTTA.
<i>Pour la Tchéco-Slovaquie :</i>	D ^r CYRILL DUEK.
<i>Pour la Tunisie :</i>	H. ALLIZÉ.

PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE.

Les Plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés, se sont réunis ce jour à l'effet de procéder à la signature de l'Arrangement concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale.

Avant la signature, ils ont pris connaissance de la Déclaration explicative suivante lue par M. le Plénipotentiaire de la Suisse :

« A la demande de plusieurs Gouvernements adressée au Conseil fédéral suisse, il est constaté formellement que, comme celui-ci l'a exposé dans sa note du 29 mai 1920, la date du premier échange des ratifications sera considérée pour tous les pays adhérents au présent Arrangement ou qui y adhéreront dans l'avenir, comme point de départ des divers délais qui y sont prévus. »

M. le Plénipotentiaire de la Suède a lu ensuite la Déclaration suivante :

« La Suède adhère au présent Arrangement seulement en ce qui concerne les brevets d'invention et les modèles d'utilité, à l'exclusion des marques de fabrique ou de commerce et des dessins et modèles industriels, et cela sous les restrictions suivantes :

» 1. D'après la législation en vigueur en Suède, laquelle ne peut être modifiée sans le concours du Parlement, le délai de priorité dont il est question à l'article premier du présent Arrangement, expire le 30 juin 1920.

» 2. Conformément à une loi suédoise qui vient d'être adoptée, la demande tendant à ce qu'une demande de brevet d'invention qui aura été frappée de déchéance ou rejetée, soit examinée à nouveau, devra être déposée avant le 1^{er} janvier 1921 ou, lorsque la Déclaration de déchéance ou de rejet interviendra après le 30 juin 1920, dans les six mois qui suivront la décision.

» D'après la même loi, la demande tendant à la restauration d'un brevet d'invention devra être déposée avant le 1^{er} janvier 1921.

» Toutefois, il est prévu que, par une mesure générale, ces délais pourront être prorogés de six mois. »

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés ont adopté le présent procès-verbal.

Fait à Berne, le 30 juin 1920.

Pour l'Allemagne :

KÖCHER.

Pour la France :

H. ALLIZÉ.

<i>Pour les Pays-Bas :</i>	VAN PANHUYB.
<i>Pour la Pologne :</i>	J. PERLOWSKY.
<i>Pour le Portugal :</i>	A. M. BARTHOLOMEU FERREIRA.
<i>Pour la Suède :</i>	P. DE ADLERCREUTZ.
<i>Pour la Suisse :</i>	MOTTA.
<i>Pour la Tchéco-Slovaquie :</i>	Dr CYRILL DUCEK.
<i>Pour la Tunisie :</i>	H. ALLIZÉ.

PROCÈS-VERBAL

**du dépôt de ratifications de l'Arrangement, signé à Berne le 30 juin 1920,
concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété
industrielle atteints par la guerre mondiale.**

En exécution de l'Arrangement concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale, signé à Berne le 30 juin 1920, et en suite de l'invitation adressée à cet effet par note du 11 septembre 1920 du Conseil fédéral suisse aux Gouvernements des Hautes Parties signataires, les soussignés, à ce dûment autorisés, se sont réunis aujourd'hui, au Palais fédéral, à Berne, pour procéder à l'examen et au dépôt des actes de ratification de leurs Gouvernements respectifs sur l'Arrangement précité.

Les instruments de ces actes ont été produits et, reconnus en bonne et due forme, ont été remis entre les mains du représentant du Gouvernement suisse pour être déposés dans les archives de la Confédération.

L'acte de ratification de S. M. le Roi de Suède fait mention des deux réserves dont le texte figure au procès-verbal de signature du 30 juin 1920.

Il est constaté, en outre, que, d'après la déclaration explicative lue par M. le Plénipotentiaire de la Suisse lors de la signature de l'Arrangement et inscrite au procès-verbal du 30 juin 1920, c'est la date de ce premier échange des ratifications, soit le 30 septembre 1920, qui sera considérée par tous les pays qui participent à l'Arrangement ou qui y adhéreront à l'avenir comme le point de départ des délais prévus aux articles 1 à 3.

Enfin, les soussignés constatent que, d'après les documents qui leur sont présentés par le représentant du Gouvernement suisse, les accessions des pays

suivants ont été notifiées au Conseil fédéral suisse dans l'intervalle entre la signature de l'Arrangement et ce jour :

Maroc (Territoire du Protectorat français), le 10 juillet, par note de l'Ambassade de France, à Berne.

Grande-Bretagne, le 31 août, par note de la Légation britannique, à Berne.

Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique subordonne son accession à la réserve suivante :

« Les délais extensifs prévus par les articles 1 et 2 de l'Arrangement expirent, en ce qui concerne le Royaume-Uni, le 10 janvier 1921. »

Le dit Gouvernement se réserve la faculté d'adhérer ultérieurement à l'Arrangement pour les possessions britanniques d'outre-mer qui ont signé la Convention d'Union révisée de 1900 (Paris-Bruxelles) ou celle de 1911 (Paris-Bruxelles-Washington).

En conséquence, l'Arrangement susmentionné est entré en vigueur ce jour entre les États suivants : Allemagne, France, Grande-Bretagne (sous la réserve transcrite ci-dessus), Maroc (Territoire du Protectorat français), Pologne, Suède (sous les deux réserves mentionnées ci-dessus), Suisse et Tunisie.

Les Gouvernements des États ci-après ne sont pas encore en mesure de déposer leur ratification : Pays-Bas, Portugal, Tchéco-Slovaquie.

EN FOI DE QUOI a été dressé le présent procès-verbal, qui sera déposé aux archives de la Confédération suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par le Gouvernement de ce pays aux Gouvernements des autres pays membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle.

Fait à Berne, le 30 septembre 1920.

Pour l'Allemagne : KÖCHER.

Pour la France : H. ALLIZÉ.

Pour la Pologne : J. DE MODZELEWSKI.

Pour la Suède : P. DE ADLERCREUTS.

Pour la Suisse : MOTTA.

Pour la Tunisie : H. ALLIZÉ.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JANUARI 1921.

Wetsontwerp waarbij België gemachtigd wordt toe te treden tot de Internationale Schikking, geteekend te Bern, den 30^e Juni 1920, betreffende het behoud of het herstel der door den oorlog getroffen rechten van nijverheidseigendom.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Op voorstel van het Internationaal Bureau voor de bescherming van nijverheidseigendom, heeft de Zwitserse Bondsraad aan de verschillende aangesloten landen, hetzij oorlogvoerenden of neutralen, een ontwerp van Schikking onderworpen bestemd om de rechten van nijverheidseigendom, welke door den oorlog getroffen werden, te vrijwaren, door eenheid te brengen in de termijnen in deze landen verleend voor de vervulling van de formaliteiten tot bewaring der rechten. Volgens de termen dezer Schikking, die geteekend werd te Bern, den 30^e Juni 1920, zullen de termijnen van voorrang, de termijnen voor de vervulling der formaliteiten en voor de betaling, zoowel als de termijnen voor de uitbating der brevetten, die nog niet verlopen waren op 1 Augustus 1914, of die na dezen datum zijn beginnen te loopen, onderscheidenlijk verlengd worden tot na afloop van zes maanden, een jaar en twee jaar, van af de uitwisseling der eerste bekrachtigingen, welke te Bern heeft plaats gehad op 30 September 1920. Daaruit volgt dat het einde der verlenging dezer drie termijnen onderscheidenlijk 30 Maart 1921, 30 September 1921 en 30 September 1922 zal zijn.

Met het gemakkelijk te begrijpen doel tot vereenvoudiging en eenmaking te komen, zal deze datum insgelijks de landen binden die, alhoewel zij de Schikking geteekend hebben, zouden wachten om ze te bekrachtigen, zoowel als die welke ze niet zouden geteekend hebben, maar er later mee zouden instemmen.

Het verstrijken der termijnen zal dus niet op verschillende vervaldagen plaats grijpen volgens de verschillende datums van de nederlegging der bekrachtigingen en van het in werking treden.

Het aannemen van termijnen, gaande van af een gelijken datum, is voordeelig ook met het oog op het feit dat verschillende Vredesverdragen, die in dit opzicht termijnen vaststellen te rekenen van af hun in werking treden, op verschillende datums van toepassing zijn geworden of zullen worden. Deze beschikkingen nu zijn van toepassing niet alleen op de betrekkingen tusschen gewezen vijanden, maar tusschen onderhoorigen der Geallieerden. Een geschil zou dus kunnen ontstaan om te weten of de door artikel 307 en volgende van het Verdrag van Versailles vastgestelde termijnen insgelijks tusschen de Geallieerden zullen verlengd worden door het feit dat de overeenkomende artikels van het Verdrag van Saint-Germain, om alleen dit aan te halen, slechts verschillende maanden later in werking zijn getreden.

Er dient opgemerkt dat de Schikking van Bern geen enkel land, dat zulks zou wenschen te doen, zal verhinderen zich in dit opzicht milder te betoonen, aangezien artikel 4 bepaalt dat de Schikking slechts een minimum van bescherming meebrengt.

De overeenkomst waarvan sprake werd onderteekend, op 30 Juni, door de volgende Mogendheden : Duitschland, Frankrijk, Polen, Zweden, Zwitserland, Tsjecho-Slowakije en Tunis. Groot-Brittannië, Hongarije en Marokko zijn tot de Schikking toegetreden en, van af heden, mag men hopen op de toetreding van Oostenrijk en Japan.

Het gunstig onthaal dat deze Schikking te beurt viel in de verschillende landen bewijst genoegzaam het groote nut er van en het belang, dat België heeft om zich insgelijks onder de toegetreden landen te bevinden. Het is met deze bedoeling, Mijne Heeren, dat wij de eer hebben het wetsontwerp, waarbij aan de Regeering des Konings de toelating gegeven wordt tot gezegde Schikking toe te treden, aan uwe beraadslagingen te onderwerpen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

*De Minister van Staathuishoudkundige
Zaken,*

A. VAN DE VYVERE.

SCHIKKING

betreffende het behoud of het herstel der door den wereldoorlog getroffen rechten van nijverheidseigendom.

De ondergeteekende Gevolmachtigden der Landen leden der Vereeniging tot bescherming van nijverheidseigendom, behoorlijk gemachtigd door hunne respectieve Regeeringen, hebben, eenstemmig en onder voorbehoud van bekrachtiging, den hiernavolgenden tekst vastgesteld bestemd om de normale uitoefening der door den wereldoorlog getroffen rechten van nijverheidseigendom te waarborgen en te vergemakkelijken :

ARTIKEL ÉÉN.

De termijnen van voorrang voorzien bij artikel 4 der Internationale Overeenkomst van Parijs van 20 Maart 1883, herzien te Washington in 1914, voor de neerlegging en de inschrijving der vragen om uitvindingsbrevetten of nuttigheidsmodellen, fabrieks- of handelsmerken, teekeningen en modellen, die nog niet verlopen waren op 1 Augustus 1914 en die welke zouden ontstaan zijn gedurende den oorlog of zouden hebben kunnen ontstaan indien den oorlog niet had plaats gehad, zullen verlengd worden door elk der Hooge Verdragsluitende Partijen ten voordeele der verkrijgers der rechten erkend door bovenvermelde Overeenkomst, of ten voordeele hunner rechthebbenden, tot na verloop van eenen termijn van zes maanden te beginnen van af het in werking treden dezer Overeenkomst.

Echter zal deze verlenging van termijn geen inbreuk maken op de rechten van iedere Hooge Verdragsluitende Mogendheid of van iedere persoon die, op het oogenblik van het in werking treden dezer Schikking, te goeder trouw, in het bezit zouden zijn van rechten van nijverheidseigendom tegenstrijdig met die gevraagd bij het aanspraak maken op den termijn van voorrang. Zij zullen het genot hunner rechten behouden, hetzij persoonlijk, hetzij door alle agenten of titularissen van vergunningen waaraan zij deze zouden hebben verleend voor het in werking treden van onderhavige Schikking, zonder op eenigerlei wijze te kunnen worden lastig gevallen of vervolgd als namakers.

ART. 2.

Een termijn van een jaar van af het in werking treden van onderhavige Schikking, zonder surtaxe of boete van eenigen aard, zal toegestaan worden aan de titularissen der rechten erkend door de Overeenkomst om elke akte te volvoeren,

elke formaliteit te vervullen, elke taxe te betalen en in het algemeen te voldoen aan elke verplichting voorgeschreven door de wetten en reglementen van elken Staat om de rechten van nijverheidseigendom te behouden of te verkrijgen, welke reeds verkregen waren op 1 Augustus 1914 of die, indien de oorlog niet had plaats gehad, verkregen zouden kunnen geweest zijn van af dezen datum, ingevolge eener vraag gedaan voor of gedurende den oorlog.

De rechten van industrieelen eigendom, die vervallen zouden verklaard geweest zijn door het nalaten van de volvoering eener akte, de vervulling eener formaliteit of de betaling eener taxe, zullen weder van kracht worden, onder voorbehoud der rechten welke derde personen te goeder trouw bezitten op uitvindingsbrevetten of nuttigheidsmodellen of op teekeningen en modellen voor de nijverheid.

ART. 3.

Het tijdsverloop dat vervat is tusschen den 1^o Augustus 1914 en den datum van het in werking treden van onderhavige Overeenkomst zal niet medegerekend worden in het tijdbestek dat voorzien is voor het beginnen uitbaten van een brevet of voor het gebruik van fabrieks- of handelsmerken of het uitbaten van teekeningen en modellen voor de nijverheid; bovendien is overeengekomen dat geen enkel brevet, fabrieks- of handelsmerk of teekening of model voor de nijverheid, dat nog van kracht was op 1 Augustus 1914 vervallen of nietig zal mogen verklaard worden uit hoofde van gebrek van uitbating of gebruik voor het einde van een termijn van twee jaar van af het in werking treden dezer Overeenkomst.

ART. 4.

De bepalingen van onderhavige Schikking houden slechts een minimum van bescherming in; zij beletten niet de toepassing te vorderen van meer ruime voorschriften, die uitgevaardigd zouden zijn door de binnenlandsche wetgeving van een verdragsluitend land; zij laten eveneens de meer gunstige en niet-strijdige overeenkomsten bestaan, die de Regeeringen der onderteekenende landen onder elkander zouden gesloten hebben of zouden sluiten in den vorm van afzonderlijke verdragen of van bepalingen van wederkeerigheid.

ART. 5.

De beschikkingen van deze Schikking treffen in geenen deele de bepalingen waaromtrent de oorlogvoerende landen overeengekomen zijn in de Vredesverdragen geteekend te Versailles den 28^o Juni 1919 en te Saint-Germain den 10^o September 1919, voor zoover deze bepalingen voorbehoudingen, uitzonderingen of beperkingen inhouden.

Onderhavige Schikking zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen zullen neergelegd worden te Bern binnen een maximum-termijn van drie maanden. Zij zal in werking treden den dag zelf waarop het proces-verbaal van de neerlegging

der bekrachtigingen zal opgesteld geweest zijn, tusschen de Hooge Verdrag-sluitende Partijen die ze aldus zullen bekrachtigd hebben, en voor elke andere Mogendheid op den datum der nederlegging harer bekrachtiging.

De landen die deze Schikking niet zullen geteekend hebben kunnen op hun verzoek er toe toetreden. Deze toetreding zal aan de Regeering van den Zwitserschen Bond worden bekend gemaakt, en door deze aan alle andere. Zij zal rechtens en zonder uitstel de toetreding tot alle bepalingen en de toelating tot al de voordeelen vastgesteld in deze Schikking ten gevolge hebben.

Zij zal dezelfde kracht hebben als de Algemeene Overeenkomst en zal buiten werking gesteld worden door eenvoudige beslissing eener Conferentie (art. 14 der Overeenkomst), wanneer zij aan haar doel voor een overgangstijdperk zal beantwoord hebben.

Deze Schikking zal geteekend worden in een enkel exemplaar dat zal neergelegd worden in de archieven der Regeering van den Zwitserschen Bond. Een echtverklaard afschrift zal door deze laatste aan elke der Regeeringen der onder-teekenende landen worden overhandigd.

Gedaan te Bern, den 30 Juni 1920.

<i>Voor Duitschland :</i>	KÖCHER.
<i>Voor Frankrijk :</i>	H. ALLIZE.
<i>Voor Nederland :</i>	VAN PANHUYS.
<i>Voor Polen :</i>	J. PERLOWSKI.
<i>Voor Portugal :</i>	A.-M. BARTHOLOMEU FERREIRA.
<i>Voor Zweden :</i>	P. DE ADLERCREUTZ.

(Onder het voorbehoud aangegeven in het proces-verbaal.)

<i>Voor Zwitserland :</i>	MOTTA.
<i>Voor Tsjecho-Slowakije :</i>	D ^r CYRILL DUCEK.
<i>Voor Tunis :</i>	H. ALLIZE.

PROCES-VERBAAL VAN ONDERTEEKENING.

De ondergeteekende Gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, hebben heden vergaderd ten einde over te gaan tot de onderteekening der « Schikking betreffende het behoud of het herstel der door den oorlog getroffen rechten van nijverheidseigendom ».

Vóór de onderteekening hebben zij kennis genomen van de volgende ophelderende verklaring gelezen door den Heer Gevolmachtigde van Zwitserland :

« Op het verzoek door verschillende Regeeringen tot den Zwitserschen Bondsraad gericht, wordt uitdrukkelijk vastgesteld, dat, zooals deze heeft uiteengezet in zijne nota van 29 Mei 1920, de datum der eerste uitwisseling der bekrachtigingen voor alle landen, welke tot deze Schikking zijn toegetreden of die er in het vervolg toe zullen toetreden, zal beschouwd worden als het uitgangspunt der verschillende termijnen die er in voorzien zijn ».

De Heer Gevolmachtigde van Zweden heeft daarna de volgende verklaring gelezen :

« Zweden treedt tot deze Schikking alleen toe wat betreft de uitvindingsbrevetten en de nuttigheidsmodellen, met uitsluiting der fabrieks- of handelsmerken en der teekeningen en modellen voor de nijverheid en dit onder de volgende beperkingen :

1. Volgens de wetgeving van kracht in Zweden, welke niet gewijzigd kan worden zonder de medewerking van het Parlement, verstrijkt de voorrangstermijn, waarvan sprake in artikel één dezer Schikking, op 30 Juni 1920.

2. Overeenkomstig eene Zweedsche wet, welke kortgeleden aangenomen is zal de aanvraag om een aanvraag voor een uitvindingsbrevet, die vervallen of verworpen zou zijn, opnieuw te doen onderzoeken, ingediend moeten worden vóór 1 Januari 1921 of, wanneer de Verklaring van verval of verwerping na 30 Juni 1920 zal geschieden, binnen de zes maanden die op dit besluit zullen volgen.

Volgens dezelfde wet zal eene aanvraag om herstel van een uitvindingsbrevet moeten ingediend worden vóór 1 Januari 1921.

Echter is voorzien dat, door een algemeene maatregel, deze termijnen met zes maanden kunnen verlengd worden ».

TOT STAVING WAARVAN, de ondergeteekende Gevolmachtigden dit proces-verbaal hebben aangenomen.

Gedaan te Bern, den dertigsten Juni 1920.

Voor Duitschland : KÖCHER.

Voor Frankrijk : H. ALLIZE.

<i>Voor Nederland :</i>	VAN PANHUYS.
<i>Voor Polen :</i>	J. PERLOWSKI.
<i>Voor Portugal :</i>	A.-M. BARTHOLOMEU FERREIRA.
<i>Voor Zweden :</i>	P. DE ADLERCREUTZ.
<i>Voor Zwitserland :</i>	MOTTA.
<i>Voor Tsjecho-Slowakije :</i>	D ^r CYRILL DECEK.
<i>Voor Tunis :</i>	H. ALLIZE.

PROCES-VERBAAL

van de nederlegging van bekrachtigingen van de Schikking, geteekend te Bern, den 30ⁿ Juni 1920, betreffende het behoud of het herstel der door den wereldoorlog getroffen rechten van nijverheidseigendom.

In uitvoering van de Schikking betreffende het behoud of het herstel der door den wereldoorlog getroffen rechten van nijverheidseigendom, geteekend te Bern den 30ⁿ Juni 1920, en gevolg gevend aan de uitnoodiging door nota van 11 September 1920 door den Zwitserschen Bondsraad tot de Regeeringen der Hooge onderteekenende Partijen gericht, hebben de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, heden vergaderd in het Bondspaleis, te Bern, om over te gaan tot het onderzoek en tot de nederlegging der bekrachtigingsoorkonden van hunne respectieve Regeeringen omtrent de voormelde Schikking.

De bewijsschriften dezer oorkonden werden overgelegd en, in goeden en behoorlijken vorm bevonden zijnde, overhandigd aan den vertegenwoordiger der Zwitsersche Regeering om neergelegd te worden in de archieven van den Bond.

De bekrachtigingsoorkonde van Zijne Majesteit den Koning van Zweden maakt melding van twee voorbehoudingen waarvan de tekst voorkomt in het proces-verbaal van onderteekening van 30 Juni 1920.

Er wordt bovendien vastgesteld dat, blijkens de ophelderende verklaring voorgelezen door den heer Gevolmachtigde van Zwitserland bij gelegenheid van de onderteekening der Schikking en opgeteekend in het proces-verbaal van 30 Juni 1920, het de datum is dezer eerste uitwisseling van bekrachtigingen, namelijk den 30ⁿ September 1920, die door alle landen, welke deel nemen aan deze Schikking of die er later toe zullen toetreden, beschouwd zal worden als het uitgangspunt der termijnen voorzien in artikels 1 tot 3.

Ten slotte, stellen de ondergeteekenden vast, volgens de stukken die hun zijn voorgelegd door den vertegenwoordiger der Zwitsersche Regeering, dat de toetredingen der volgende landen ter kennis van den Zwitserschen Bondsraad werden gebracht in het tijdsverloop tusschen de onderteekening* der Schikking en dezen dag :

Marokko (Grondgebied van het Fransche Protektoraat), op 10 Juli, door eene nota der Ambassade van Frankrijk, te Bern.

Groot-Brittannië, op 31 Augustus, door eene nota van het Britsch Gezantschap, te Bern.

Echter maakt de Regeering van Zijne Britsche Majesteit hare toetreding ondergeschikt aan het volgende voorbehoud :

« De uitgebreide termijnen voorzien door artikels 1 en 2 der Schikking zullen, wat het Vereenigd Koninkrijk betreft, verstrijken op 10 Januari 1921. »

Gezegde Regeering behoudt zich het recht voor later tot de Schikking toe te treden voor de Britsche Overzeesche Bezittingen, die de herziene Vereenigings-Overeenkomst van 1900 (Parijs-Brussel) of die van 1911 (Parijs-Brussel-Washington) onderteekend hebben.

Bijgevolg is de bovenvermelde Schikking heden in werking getreden tusschen de volgende Staten : Duitschland, Frankrijk, Groot-Brittannië (onder het hierboven overgeschreven voorbehoud), Marokko (Grondgebied van het Fransche Protektoraat), Polen, Zweden (onder de twee hierboven vermelde voorbehoudingen), Zwitserland en Tunis.

De Regeeringen der hiernavolgende Staten zijn nog niet in staat hunne bekrachtigingen neer te leggen : Nederland, Portugal, Tsjecho-Slowakijë.

TOT STAVING WAARVAN dit proces-verbaal werd opgemaakt, hetwelk zal neergelegd worden in de archieven van den Zwitserschen Bond en waarvan een gelijkvormig verklaard afschrift zal worden overhandigd door de Regeering van dit land aan de Regeeringen der andere landen leden van de Internationale Vereeniging voor de bescherming van nijverheidseigendom.

Gedaan te Bern, den 30^e September 1920.

Voor Duitschland : KÖCHER.

Voor Frankrijk : H. ALLIZE.

Voor Polen : J. DE MODZELEWSKI.

Voor Zweden : P. DE ADLERCREUTZ.

Voor Zwitserland : MOTTA.

Voor Tunis : H. ALLIZE.

Projet de loi autorisant l'adhésion de la Belgique à l'Arrangement international, signé à Berne le 30 juin 1920, concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale.

Wetsontwerp waarbij België gemachtigd wordt toe te treden tot de Internationale Schikking, geteekend te Bern, den 30^e Juni 1920, betreffende het behoud of het herstel der door den oorlog getroffen rechten van nijverheidseigendom.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et des Affaires Économiques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et des Affaires Économiques sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Belgique est autorisée à adhérer à l'Arrangement international, signé à Berne le 30 juin 1920, concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale.

Donné à Bruxelles, le 31 décembre 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Économiques,

A. VAN DE VYVERE.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en Staathuishoudkundige Zaken.

WIJ HERBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en Staathuishoudkundige Zaken zijn gelast, uit Onzen naam, het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, aan de Wetgevende Kamers voor te leggen :

EENIG ARTIKEL.

België is gemachtigd toe te treden tot de Internationale Schikking, geteekend te Bern, den 30^e Juni 1920, betreffende het behoud of het herstel der door den oorlog getroffen rechten van nijverheidseigendom.

Gegeven te Brussel, den 31^e December 1920.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

Zaken,

De Minister van Staathuishoudkundige